



La CGT  
des établissements  
d'Enseignement supérieur  
et de Recherche

*Pour un Service public national  
d'Enseignement supérieur et de Recherche,  
laïque, démocratique et émancipateur*

Montreuil, le 2 mars 2026

À M. Philippe Baptiste, ministre chargé de  
l'Enseignement supérieur, de la  
Recherche et de l'Espace

Objet : Préavis de grève à compter du lundi 9 mars jusqu'au jeudi 30 avril 2026

Monsieur le ministre,

L'Union CGT FERC Sup dépose ce jour un préavis de grève pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR). Celui-ci couvre toutes leurs mobilisations à compter du lundi 9 mars jusqu'au jeudi 30 avril 2026 inclus.

Ce préavis de grève est l'outil que notre organisation met à la disposition des travailleuses et des travailleurs pour contrer une politique contraire à leurs intérêts.

Les difficultés que connaissent les travailleuses et les travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) ne sont pas nouvelles, mais elles sont nombreuses.

Depuis 2000, les personnels de l'ESR ont **perdu 27% de leur pouvoir d'achat** en raison du gel du point d'indice. Dorénavant, les grilles des catégories C commencent sous le SMIC, celles des catégories B à 1% au-dessus du SMIC et les catégories A à 2% au-dessus du SMIC.

Depuis 2007 et la LRU (*loi relative aux libertés et responsabilités des universités*), la dégradation des conditions de travail et d'étude s'est accrue. En 20 ans, le nombre d'étudiant·es inscrit·es dans l'enseignement supérieur public a progressé de 19%. C'est l'équivalent de **10 universités qui auraient dû être construites** et **30.000 agent·es qui auraient dû être recruté·es** dont la moitié d'enseignant·es et enseignant·es-chercheur·es. Au contraire, sur cette période nous avons perdu 900 emplois d'enseignant·es-chercheur·es et le nombre total d'enseignant·es a baissé de 4 %, quand les emplois BIATSS se sont massivement précarisés. Le taux de **précarité** dans notre secteur atteint désormais 36%, sans compter les quelques 160.000 vacataires qui travaillent dans nos établissements.

Les politiques de **lutte contre les discriminations** et de **lutte contre les VSS** (violences sexistes et sexuelles) sont insuffisantes, et les moyens alloués ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Il faut rappeler également **l'état lamentable des bâtiments**, dont 62 % seraient dans un état de délabrement avancé selon un rapport récent de l'IGÉSR. L'efficacité énergétique des 16,2 millions de m<sup>2</sup> des bâtiments de l'ESR serait 20 fois plus mauvaise que les normes récentes en la matière.

Malgré tout cela, la part du budget de la MIREs dans le budget général de l'État n'a cessé de baisser ces 20 dernières années. **Il manque aujourd'hui au moins 8 milliards d'euros pour répondre aux besoins de l'enseignement supérieur public et 8 milliards d'euros supplémentaires pour que le budget de la recherche publique atteigne à 1 % du produit intérieur brut (PIB).**

Solveig LANGEN  
Secrétaire générale

CGT FERC Sup  
263 rue de Paris  
Case 544  
93515 Montreuil Cédex

Tel : +33 155 82 76 28  
+33 (0)6 81 98 01 91

Email : ferc-sup.sg@ferc.cgt.fr



La CGT  
des établissements  
d'Enseignement supérieur  
et de Recherche

*Pour un Service public national  
d'Enseignement supérieur et de Recherche,  
laïque, démocratique et émancipateur*

En face des 211 Md€ d'aides publiques aux entreprises, en l'absence de taxation des ultra-riches, il n'est toujours pas question d'investir dans l'ESR public, malgré la récente annonce des "Assises du financement des universités". Ni pour les formations, ni pour la recherche, ni pour les personnels, ni pour le bâti. Bien au contraire, les solutions que vous proposez prônent :

- **l'assèchement des fonds de roulement** des établissements, alors que 80% des universités étaient en déficit l'an dernier, et que la trésorerie disponible des organismes de recherche s'épuise du fait des ponctions récurrentes imposées par les gouvernements successifs ; les fonds de roulement disponibles devraient au contraire servir à investir dans la rénovation des bâtiments ;
- le **développement accru des appels à projets**, alors qu'on connaît le gâchis de temps, d'argent et de compétences que ce système engendre ;
- la contractualisation des moyens avec la **mise en place des COMP 100%** dans les universités, ce qui accentuera la logique néo-libérale déjà à l'œuvre ;
- la "régulation" de **l'ESR privé**, alors que l'ESR public est exsangue ;
- le développement des ressources propres, via le mécénat et **l'augmentation des frais d'inscription**.

Nous rappelons également que les premiers éléments de mise en œuvre de la **réforme de la formation initiale des enseignants et conseillers principaux d'éducation** confirment nos alertes exprimées depuis plus d'un an : une réforme menée dans l'urgence, sans concertation, et à moyens constants, qui mène fatalement à la perte de sens au travail et au mal-être des personnels et à la détresse des étudiant-es.

Enfin, nous dénonçons le contexte idéologique et politique de plus en plus **menaçant contre la liberté académique, les franchises universitaires, les connaissances scientifiques et la liberté d'expression**. Sur ce point, nous vous demandons de retirer la circulaire récemment envoyée aux recteurs, et qui constitue une pression et une atteinte inacceptables à ces droits fondamentaux. Nous demandons également un **moratoire immédiat sur les ZRR** (zones à régime restrictif). Nous vous demandons, en tant que ministre, de défendre les missions de service public de l'ESR et les libertés académiques, de permettre aux collègues de travailler conformément à leurs statuts et aux protections fondamentales qui y sont liées.

Veuillez croire, Monsieur le ministre, en notre indéfectible attachement au service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et recevez nos salutations syndicales,

Solveig LANGEN  
Secrétaire générale

CGT FERC Sup  
263 rue de Paris  
Case 544  
93515 Montreuil Cédex

Tel : +33 155 82 76 28  
+33 (0)6 81 98 01 91

Email : ferc-sup.sg@ferc.cgt.fr

Solveig LANGEN  
Secrétaire Générale de la CGT FERC Sup